

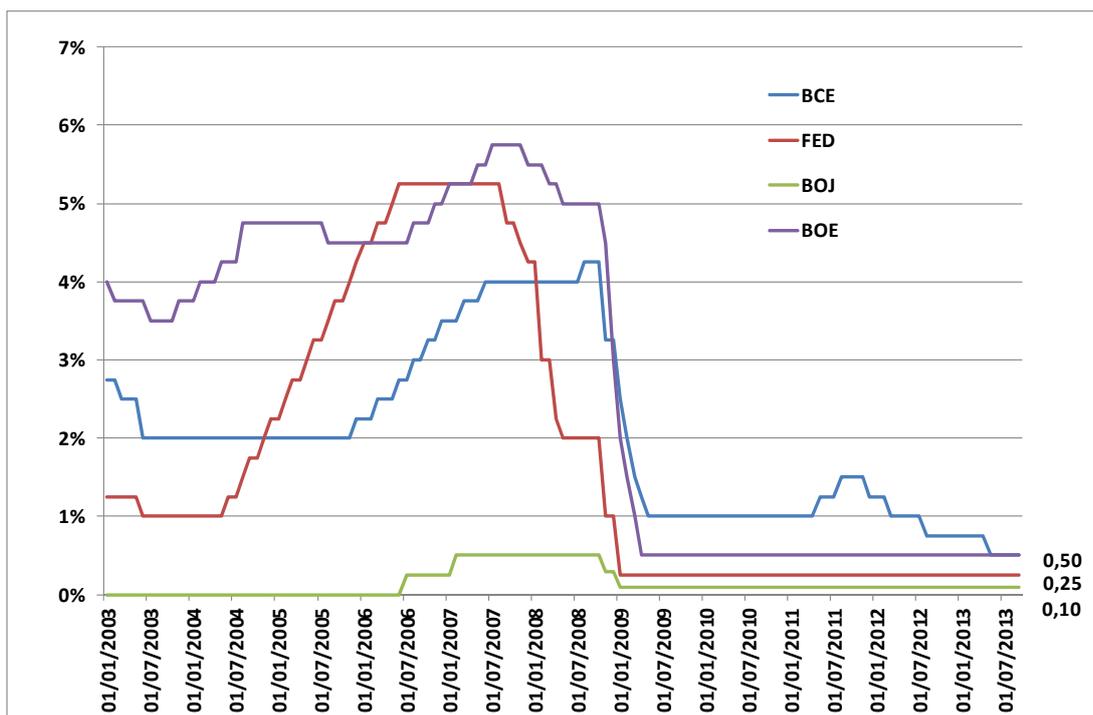
1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient ses taux directeurs inchangés et confirme leurs niveaux actuels, ou plus bas, sur une période prolongée

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que «Les tensions inflationnistes sous-jacentes devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires, et en particulier celles du crédit, demeurent atones (...). Dans le même temps, la croissance du PIB en volume a été positive au deuxième trimestre, après six trimestres de contraction, et les indicateurs de confiance disponibles jusqu'en août confirment l'amélioration progressive attendue de l'activité économique en partant de bas niveaux. Notre politique monétaire vise toujours à maintenir une orientation accommodante dans la mesure justifiée par les perspectives de stabilité des prix et à promouvoir des conditions stables sur le marché monétaire. Elle apporte ainsi son soutien à une reprise progressive de l'activité économique. S'agissant de l'avenir, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire, conformément aux indications fournies en juillet sur la trajectoire future des taux d'intérêt directeurs. Le Conseil des gouverneurs confirme qu'il prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation continue de se fonder sur le maintien, à moyen terme, de perspectives inchangées d'une inflation globalement modérée, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie et de l'atonie de la dynamique monétaire.»

Taux directeur des principales banques centrales.



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi au mois de juillet en France métropolitaine

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A s'est établi à 3 285 700 à fin juillet 2013. Ce nombre est en hausse par rapport à fin juin 2013 (+0,2 %, soit +6 300). Sur un an, la progression du nombre de demandeurs d'emploi s'élève à 10 %.

Stabilité du taux de chômage en ZE17

Dans la zone euro (ZE17), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 12,1% en juillet 2013, stable par rapport à juin. Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 11,0%, stable également par rapport au taux relevé en juin. Dans les deux zones, les taux ont augmenté par rapport à juillet 2012, où ils se situaient respectivement à 11,5 % et 10,5 %. Selon les estimations d'Eurostat, 26,654 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage en juillet 2013 dans l'UE28, dont 19,231 millions dans la zone euro. Par rapport à juin 2013, le nombre de chômeurs a diminué de 33 000 dans l'UE28 et de 15 000 dans la zone euro. Comparé à juillet 2012, le chômage s'est accru de 995 000 personnes dans l'UE28 et de 1,008 million dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles ont été enregistrés en Autriche (4,8 %), en Allemagne (5,3 %) ainsi qu'au Luxembourg (5,7 %), et les plus élevés en Grèce (27,6 % en mai 2013) et en Espagne (26,3 %).

Inflation

Baisse des prix à la consommation en juillet en France Métropolitaine

L'indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 0,3 % en juillet 2013, après une hausse de 0,2 % en juin. Par contre l'inflation augmente légèrement en glissement annuel, le taux de croissance annuel de l'IPC passe de 0,9 % en juin 2013 à 1,1 % en juillet 2013. Le repli de l'IPC trouve son explication dans la baisse des prix des produits manufacturés en raison des soldes d'été et du recul, saisonnier, des prix des produits alimentaires. Ces baisses sont en partie compensées par la hausse saisonnière, des prix des services durant la période estivale, par le rebond des prix de l'énergie (+0,3 % en juillet), et par la hausse au 15 juillet des prix des tabacs (+1,8 % sur le mois).

Légère baisse du taux d'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro était estimé à 1,3 % en août 2013, en baisse par rapport au mois de juillet, où il était de 1,6 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. Comme en juillet, l'alimentation, les boissons alcoolisées et le tabac devraient connaître le taux annuel le plus élevé en août (+3,3 % contre +3,5 % en juillet), suivis des services (1,5 % contre 1,4 en juillet), des biens industriels hors énergie (+0,3 % contre +0,4 % en juillet) et de l'énergie (-0,4 % contre 1,6 % en juillet).

Asie/Pacifique

Japon : La BoJ évoque une reprise économique et poursuit sa politique d'assouplissement monétaire

Lors de sa réunion du 5 septembre le Conseil de Politique monétaire a estimé que « l'économie du Japon se reprend de façon modérée » et a maintenu sa politique d'assouplissement monétaire massif. La BoJ a notamment conservé intact son objectif d'élever son stock d'obligations d'État de 50.000 milliards de yens par an (385 milliards d'euros), afin de parvenir à une inflation annuelle de 2% à l'horizon de 2015.

Chine : Reprise dans l'industrie et croissance du secteur des services

Poussé par la demande interne, l'industrie repart. Selon l'enquête mensuelle Markit-HSBC, le secteur manufacturier a rebondi en août après trois mois de contraction. L'indice PMI du secteur est remonté à 50,1 contre 47,7 en juillet. Le secteur des services a lui connu en août sa plus forte croissance depuis mars, toujours selon Markit/HSBC l'indice PMI a atteint 52,8 contre 51,3 en juillet.

Actualité législative

Ordonnance n° 2013-760 du 22 août 2013 portant adaptation à l'outre-mer des dispositions de la loi n° 2012-1559 du 31 décembre 2012 relative à la création de la Banque publique d'investissement. Cette loi habilite BPI-Groupe à réaliser ses missions dans les COM du Pacifique. Les modalités, l'organisation et la mise en œuvre seront fixés par convention entre les parties.

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027886816&categorieLien=id>

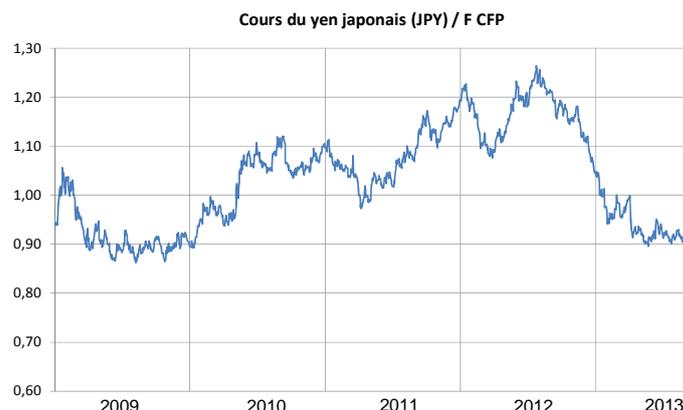
Ordonnance n° 2013-792 du 30 août 2013 portant extension en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis-et-Futuna des dispositions du titre Ier de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 Cette ordonnance étend la loi n° 2013-100 qui transpose la directive « monnaie électronique » et procède à l'extension, aux collectivités du Pacifique, de la définition de la monnaie électronique et des règles générales, notamment, qui s'y appliquent. Ce statut, dorénavant distinct de celui des établissements de crédit, se caractérise par un allègement des contraintes prudentielles (capital minimum et exigence de fonds propres), ainsi que par le maintien d'un haut niveau de sécurité pour la clientèle et de règles strictes en matière de lutte contre le blanchiment. L'ordonnance précise également les missions de l'IEOM en matière de surveillance de la sécurité de moyens de paiement pour les émetteurs de monnaie électronique et les établissements de paiement.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027914280>

2 – Actualité régionale

Japon : La BoJ évoque une reprise économique et poursuit sa politique d'assouplissement monétaire

Lors de sa réunion du 5 septembre le Conseil de Politique monétaire a estimé que « l'économie du Japon se reprend de façon modérée » et a maintenu sa politique d'assouplissement monétaire massif. La BoJ a notamment conservé intact son objectif d'élever son stock d'obligations d'État de 50.000 milliards de yens par an (385 milliards d'euros), afin de parvenir à une inflation annuelle de 2 % à l'horizon de 2015.



Chine : Reprise dans l'industrie et croissance du secteur des services

Poussé par la demande interne, l'industrie repart. Selon l'enquête mensuelle Markit-HSBC, le secteur manufacturier a rebondi en août après trois mois de contraction. L'indice PMI du secteur est remonté à 50,1 contre 47,7 en juillet. Le secteur des services a lui connu en août sa plus forte croissance depuis mars, toujours selon Markit/HSBC l'indice PMI a atteint 52,8 contre 51,3 en juillet.



Australie : une croissance solide au deuxième trimestre

Au deuxième trimestre, le PIB australien croît à un rythme légèrement supérieur au précédent (+0,6 %, après +0,5 % chiffre révisé).

Sur un an la croissance se maintient à +2,6 %. Le secteur minier ainsi que les services financiers et d'assurance sont les principaux contributeurs à la croissance sur la période. Le ministre des Finances a toutefois précisé que « les secteurs non miniers de l'économie devront mener la croissance à l'avenir »

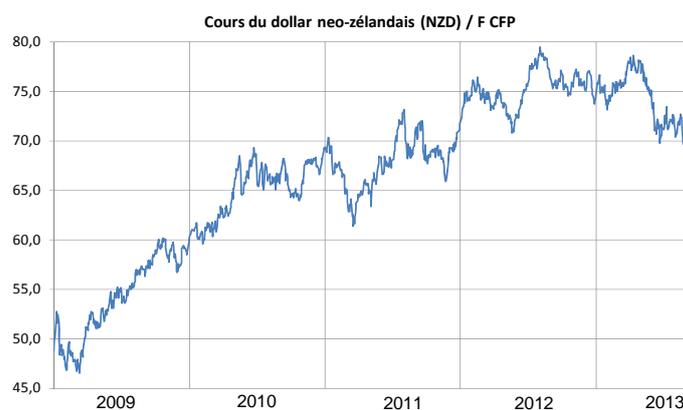
Lors de sa réunion du 3 septembre 2013, la banque centrale australienne (RBA) a décidé de laisser inchangé son taux directeur, à 2,5 %.



Nouvelle-Zélande : amélioration des termes de l'échange

La valeur des exportations a augmenté de 3,4 % au deuxième trimestre, soutenue par la hausse de prix des produits laitiers. Parallèlement, la valeur des importations a diminué de 1,5 %, grâce à la baisse des prix des produits pétroliers.

La banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé le 25 juillet de laisser son taux directeur inchangé, à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

La stratégie numérique

Lors de sa réunion du 13 août, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a approuvé les orientations du plan stratégique pour l'économie numérique (PSEN). Ce plan a été mis en place en partenariat avec les Provinces, les associations de maires, le Congrès, l'OPT et la Caisse des Dépôts et Consignation. Il débutera au premier semestre 2014 pour une durée de 5 ans. Doté d'un budget de 8 milliards de F CFP, l'objectif principal du PSEN est l'utilisation efficiente des nouvelles technologies afin de mieux servir les citoyens et participer au développement du territoire.

Signature d'une convention pour le projet RESCCUE

L'Agence Française de Développement (AFD) et le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) financent à part égale un projet de coopération régionale dans le Pacifique Sud pour la restauration des services écosystémiques et l'adaptation au changement climatique. La convention signée le 13 août avec la Communauté du Pacifique Sud (CPS) porteuse du projet RESCCUE « Restauration of Ecosystems Services against Climate Change Unfavorable Effects », porte sur une subvention de 477,3 millions de F CFP pour une durée de 5 ans.

Promotion Cadres Avenir 2013

Le 13 août, le Haut-commissaire de la République recevait 60 stagiaires de la dernière promotion Cadres Avenir avant leur départ pour la métropole. Depuis la mise en place du dispositif en 1988, près de 1 400 jeunes calédoniens ont bénéficié de ce dispositif. Le budget annuel alloué au Programme « Cadres Avenir » atteint 610 millions de F CFP, il est financé à 90 % par l'Etat et à 10 % par le territoire.

Subventions pour les agriculteurs sinistrés

Lors de sa réunion du 13 août, le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a décidé d'aider à hauteur de 194 millions de F CFP, les 242 agriculteurs sinistrés suite aux inondations des 2 et 3 juillet dernier dans une quinzaine de communes du territoire. Par ailleurs, le gouvernement a également approuvé, le versement d'une somme de 16,3 millions de F CFP aux 127 agriculteurs des communes de Poum et de Ouégoa dans le Nord qui avaient été touchées par le cyclone Sandra, les 11 et 12 mars 2013.

Projet d'assainissement des eaux usées dans le Grand Nouméa

L'Agence Française de développement (AFD) a octroyé le 6 août, un prêt de 893 millions de F CFP à la Calédonienne des Eaux (CDE) en charge des travaux du chantier de la Station d'épuration (Step) de Sainte-Marie. La Step est la pièce principale d'un système d'assainissement qui permettra de traiter les eaux usées de plusieurs principaux quartiers de l'agglomération de Nouméa. Démarré en mai 2012, le chantier devrait être livré en octobre 2013. Son coût (estimé à 3,6 milliards de F CFP) représente le quart du montant global de l'investissement du programme d'assainissement de la ville qui a débuté en 1987.

Transfert de compétences en matière de sécurité civile

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a adopté lors de sa séance du 7 août, la création d'une direction de la gestion des risques. Cette structure permettra au gouvernement d'aborder le transfert de compétences en matière de sécurité civile. Elle s'articulera autour de trois services. Le premier concerne la prévention des risques technologiques et naturels et le deuxième, la formation et l'assistance technique aux acteurs de la sécurité civile. Enfin un service « opérations et gestion de crise » sera mis en place pour diligenter les moyens et les opérations de terrain.

Le nouvel or vert de la Nouvelle-Calédonie

L'Ifremer et Adecal Technopole viennent d'inaugurer le premier laboratoire calédonien d'études des microalgues. La réalisation de cet équipement de pointe a pu se faire grâce à des financements de l'Etat. Le projet AMICAL (Aquaculture Microalgues en Nouvelle-Calédonie) animé par des scientifiques, a pour objet de constituer une filière de production et d'exploitation. Ces plantes aquatiques riches en protéines et acides gras ont un potentiel de valorisation.

Vote du texte sur le gel des prix

Après deux jours de négociations entre élus, représentants syndicaux et patronaux, le gel des prix des produits et des services pour une durée de 18 mois a été voté le 30 août à la quasi-unanimité des élus du Congrès.

Publications

L'IEOM a publié les notes suivantes :

- NE n°104 – Tendances conjoncturelles - 2^e trimestre 2013
- Infos financières – Evolutions bancaires et monétaires au 30 juin 2013

L'IEOM a publié dans le cadre du partenariat CEROM :

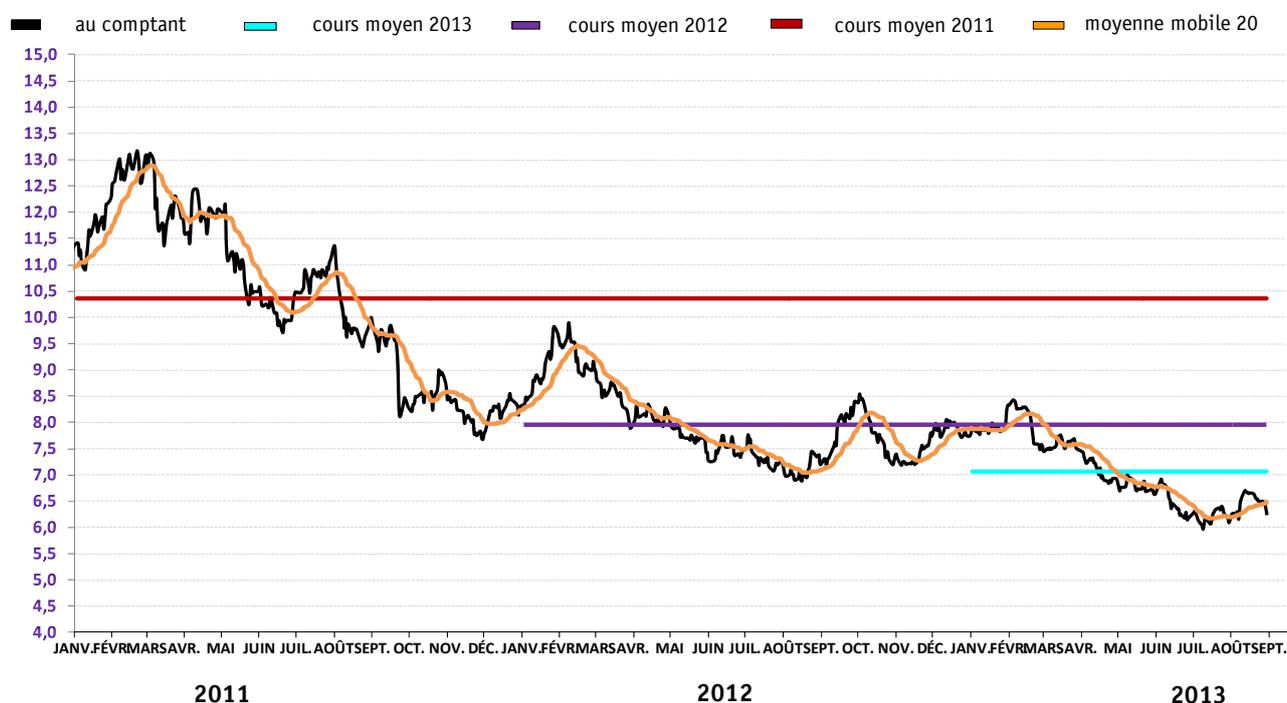
- Tableau de bord économique de la Nouvelle-Calédonie - septembre 2013

4 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Indice des prix à la consommation			août-13	104,9	-0,2%	1,1%
Nombre de demandeurs d'emploi			juil.-13	6 681	10,8%	7,4%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)						
Exportations	mensuelles	juil.-13	7 931	-5,3%	-23,6%	
	cumulées	juil.-13	67 072	-	-7,1%	
Importations	mensuelles	juil.-13	25 635	11,4%	-0,5%	
	cumulées	juil.-13	166 697	-	-6,5%	
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
NICKEL						
• Cours du nickel au LME en USD/livre			août-13	6,47	4,2%	-8,8%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre			août-13	580	2,3%	-15,0%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	juil.-13	171	-60,4%	-71,3%	
	cumulées	juil.-13	2 231	-	-2,7%	
• Exportations de produits métallurgiques (Feronickel, matte, NHC, NiO) (en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	juil.-13	5 826	41,1%	32,2%	
	cumulées	juil.-13	37 671	-	1,7%	
TOURISME						
• Touristes débarqués	mensuels	juin-13	7 408	14,1%	-5,4%	
	cumulés	juin-13	46 185	-	-4,8%	
• Nuitées	mensuels	juin-13	46 677	-2,7%	0,8%	
	cumulés	juin-13	288 459	-	-6,3%	
• Taux d'occupation mensuel des hôtels de Nouméa		juin-13	52%	+ 2,3 pt	- 1,2 pts	
• Croisiéristes (p)	cumulés	mars-13	84 679	-	4,0%	
BTP						
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	juil.-13	10 794	14,1%	-5,2%	
	cumulées	juil.-13	71 373	-	1,4%	
• Index BT 21 (p)		juil.-13	101,66	0,0%	2,5%	
• IRL (p)		juil.-13	119,34	0,2%	3,0%	
CREVETTES						
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	août-13	39	-75,6%	-47,3%	
	cumulées	août-13	832	-	10,8%	
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	août-13	51	-78,1%	-45,7%	
	cumulées	août-13	1 246	-	18,2%	
COMMERCE AUTOMOBILE						
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	août-13	479	-13,7%	-35,9%	
	cumulées	août-13	4 376	-	-15,9%	

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	juil.-11	juil.-12	juil.-13	var 12/11	var 13/12
Circulation fiduciaire	14 692	15 665	16 180	6,6%	3,3%
Dépôts à vue	238 541	254 347	268 356	6,6%	5,5%
Total M1	253 233	270 012	284 536	6,6%	5,4%
M2-M1	98 088	101 812	108 090	3,8%	6,2%
Total M3	530 541	549 547	606 094	3,6%	10,3%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	juin-11	juin-12	juin-13	var 12/11	var 13/12
Entreprises	409 560	435 712	454 464	6,4%	4,3%
Ménages	371 959	395 785	405 638	6,4%	2,5%
Collectivités locales	47 887	54 132	67 761	13,0%	25,2%
Autres agents de CCB non ventilés	14 332	14 771	16 483	3,1%	11,6%
Total encours sain	835 693	900 400	944 347	7,7%	4,9%
Créances douteuses brutes	17 467	19 741	21 350	13,0%	8,1%
Total encours brut	853 160	920 141	965 697	7,9%	5,0%

Interdits bancaires

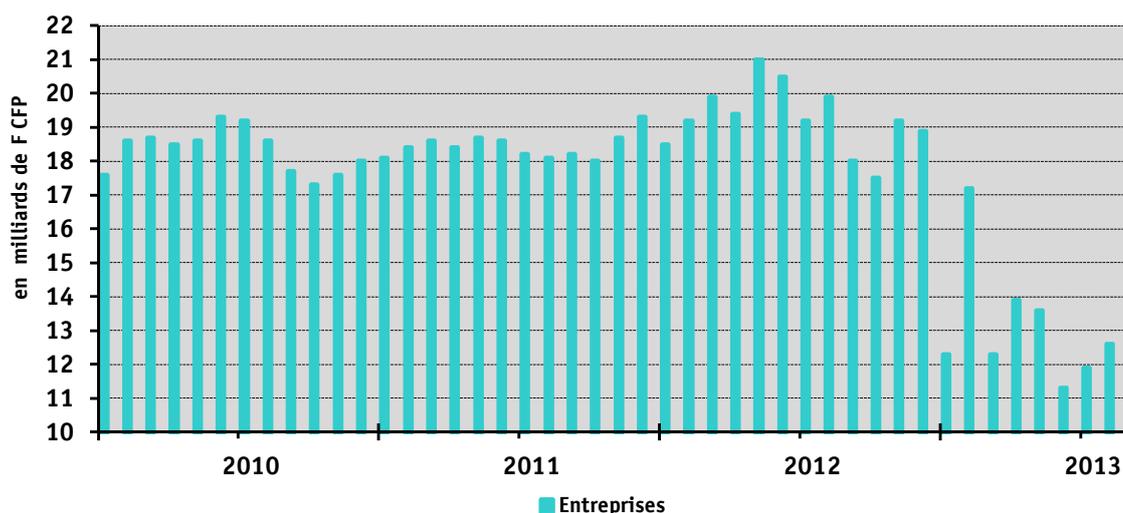
INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Interdits bancaires	stock	août-13	7 757	1,1%	10,5%
	dont personnes physiques	août-13	6 890	1,2%	10,3%
	dont personnes morales	août-13	867	0,3%	12,5%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	Cotes valides	août-13	15 681	0,1%	4,5%
		août-13	4 946	1,2%	1,3%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel	
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	août-13	12,6	5,9%	-36,8%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	Var .
Indice des prix à la consommation	août	103,76	104,88	1,1%
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	sept	54 650	57 098	4,5%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	sept	48 067	50 641	5,4%
créations d'entreprises	déc*	5 115	5 134	0,4%
cessations d'entreprises (p)	déc*	2 846	3 121	9,7%
liquidations judiciaires (nb)	juin	73	48	-34,2%
redressements judiciaires (nb)	juin	57	25	-56,1%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	août	771	867	12,5%
ventes de ciment local (tonnes)	juil	70 366	71 309	1,3%
importations de ciment (tonnes)	juil	43	4	-91,8%
total ciment (tonnes)	juil	70 409	71 313	1,3%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	juin	16 582	14 303	-13,7%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	août	5 408	3 989	-26,2%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	août	2 462	2 609	6,0%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	89 228	90 218	1,1%
dont secteur privé	mars	64 623	65 112	0,8%
dont secteur public	mars	24 605	25 106	2,0%
demandes d'emploi de fin de mois	juil	6 221	6 681	7,4%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	juil	6 621	6 568	-0,8%
chômeurs indemnisés	juil	1 781	1 997	12,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	sept	887,6	899,3	1,3%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	août	6 247	6 890	10,3%
décisions retraits cartes bancaires	août	2 287	2 032	-11,1%
incidents paiements sur chèques	août	24 025	25 548	6,3%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	août	5 201	4 376	-15,9%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	août	11 712	10 270	-12,3%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	juin	17 267	16 424	-4,9%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	juin	8 357	8 491	1,6%
Echanges				
nombre de touristes	juin	48 522	46 185	-4,8%
nombre de croisiéristes	mars	81 422	84 679	4,0%
taux d'occupation moyen depuis le 1 ^{er} janvier des hôtels de Nouméa	mai	57,2%	54,6%	-2,6 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	août	8,06	7,07	-12,3%
cours du nickel au LME en \$/lb	août	7,10	6,47	-8,8%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	juil	2 294	2 231	-2,7%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	juil	11 127	9 809	-11,8%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	juil	37 053	37 671	1,7%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	juil	55 673	48 597	-12,7%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	juil	677	793	17,1%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	juil	960	1 195	24,5%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	juil	67 760	59 601	-12,0%
part de ces produits dans le total des exportations	juil	93,8%	88,9%	-5,0 pts
total des importations (M FCFP)	juil	178 249	166 697	-6,5%
total des exportations (M FCFP)	juil	72 208	67 072	-7,1%
taux de couverture	juil	40,51%	40,24%	-0,3 pt
recettes douanières (M FCFP)	mai	19 816	19 148	-3,4%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	juil	254 347	268 356	5,5%
M1	juil	270 012	284 536	5,4%
M2	juil	371 824	392 626	5,6%
Dépôts à termes	juil	177 682	213 427	20,1%
M3	juil	549 547	606 094	10,3%
P1	juil	3 916	3 713	-5,2%
coût du crédit aux entreprises- court terme	janv	5,49%	5,28%	-0,21 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	janv	4,25%	4,53%	0,28 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	janv	4,64 %	4,68 %	0,04 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels >181 920 F CFP	janv	6,79 %	7,65 %	0,86 pt
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	juin	920 141	965 696	5,0%
Ménages	juin	395 785	405 638	2,5%
dont crédits à la consommation	juin	72 136	73 760	2,3%
dont crédits à l'habitat	juin	317 881	325 743	2,5%
Entreprises	juin	435 712	454 464	4,3%
dont crédits d'exploitation	juin	83 247	84 951	2,0%
dont crédits d'investissement	juin	230 640	238 235	3,3%
dont crédits à la construction	juin	109 046	115 268	5,7%
Collectivités locales	juin	54 132	67 761	25,2%
dont d'investissement	juin	52 713	65 661	24,6%
Autres agents de CCB non ventilés	juin	14 771	16 483	11,6%
créances douteuses brutes	juin	19 741	21 350	8,1%
taux de créances douteuses brutes	juin	2,1%	2,2%	0,1 pt
ensemble des actifs financiers	juin	640 252	697 445	8,9%
Ménages	juin	350 776	364 728	4,0%
Sociétés	juin	197 036	218 792	11,0%
Autres agents	juin	92 440	113 925	23,2%
dont assurances-vie	juin	101 819	103 970	2,1%

(p) : provisoire (a) : actualisé

*2011/2012

2 – Actualité régionale

L'économie fidjienne bien orientée selon des experts du FMI

La Banque de Réserve fidjienne, a revu à la hausse le PIB de l'archipel de 2,7 % à 3,2 % pour l'année 2013. Selon les experts du Fonds monétaire international (FMI) Fidji affiche des indicateurs économiques performants. La croissance de l'économie locale repose notamment sur les secteurs du commerce de gros et de détail, le tourisme mais aussi l'agriculture. Les mesures économiques adoptées par l'archipel relatives à l'abaissement des taxes sur les produits de grande consommation et au relèvement du plancher d'imposition des revenus des ménages ont permis la relance de la demande intérieure. Le FMI conclut que l'effort de réforme entrepris doit être « poursuivi, accéléré et approfondi » et souligne la nécessité de la mise en œuvre de mesures destinées à réduire le chômage qui s'élève à 8,6 % de la population active.

Les îles Marshall accueille le 44^e Forum des îles du Pacifique

Le Forum des îles du Pacifique, créé en 1971, regroupe 16 États indépendants et territoires associés d'Océanie. Pour sa 44^e édition, le Forum se déroule du 3 au 6 septembre à Majuro (îles Marshall). À cette occasion, l'archipel entend proposer la signature d'une déclaration en vue de réduire l'empreinte carbone de l'homme sur l'environnement. Fin septembre, cette déclaration sera présentée aux Nations unies en vue de la tenue du sommet sur le climat en 2014. L'objectif de ce forum est d'accélérer la transition des pays membres vers la consommation d'énergies propres et le développement d'infrastructures écologiques.

En vue d'obtenir l'appui de l'Australie auprès d'interlocuteurs extérieurs, Monsieur Tony de BRUM, Vice-Président des îles Marshall, s'est rendu sur place afin d'alarmer les dirigeants australiens sur la situation écologique et environnementale des petites îles du Pacifique. En effet, selon les prévisions de la Banque mondiale, le réchauffement climatique de quatre degrés avant la fin du siècle pourrait se traduire par une montée des eaux de deux mètres. L'archipel serait alors entièrement submergé et rayé de la carte si cette situation ne s'améliore pas.

Le Vanuatu s'offre un aéroport international

Le gouvernement du Vanuatu a signé un accord avec une entreprise de Singapour pour la construction d'un nouvel aéroport et la rénovation de ses installations aéroportuaires sur l'île principale d'Étafé. Le projet, dont le montant s'élève à 31 milliards de FCFP, soit près de deux fois le budget national, devrait être livré en 2016. Ces travaux d'envergure seront financés par un groupe d'investisseurs sous le nom de « Vanuatu Trade Development Private Limited ». L'investissement sera le plus important jamais entrepris au Vanuatu ; il permettra à l'archipel d'assurer des dessertes régionales indépendamment de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Nouvelle-Calédonie ou des îles Fidji.

3 – Brèves locales

Les premières tendances du recensement de la population

Selon les premiers chiffres communiqués par le Service de la statistique et des études économiques (STSEE), la population wallisienne et futunienne serait de 12 206 personnes en juillet 2013. La baisse de la population par rapport au dernier recensement de 2008 serait par conséquent légèrement moins forte en rythme annuel que celle observée entre 2003 et 2008. L'enquête révèle que le nombre de logements habités par des occupants permanents est également en diminution ; les jeunes continuent de partir après l'obtention du baccalauréat soit en France, soit dans une autre région ultramarine, le plus souvent en Nouvelle-Calédonie. Le recensement a été réalisé par 33 agents sur Wallis et 16 sur l'île de Futuna. Pendant un mois, ces jeunes, le plus souvent récemment diplômés du Baccalauréat, ont sondé l'ensemble des ménages présents sur le Territoire. Les résultats définitifs du recensement sont attendus pour décembre prochain.

Inauguration de la salle omnisport de Kafika

La salle omnisport de Kafika a été inaugurée le 17 août dernier, deux semaines avant l'ouverture des Mini-Jeux du Pacifique. La cérémonie s'est tenue en présence de Monsieur Michel AUBOUIN, Préfet et Administrateur supérieur, de Madame Nivaléta ILOAI, Présidente de l'Assemblée Territoriale, de Monseigneur Ghislain de Rasily, Évêque du Diocèse de Wallis-et-Futuna, des représentants coutumiers et politiques, d'anciens athlètes professionnels et de l'ensemble du monde sportif. Au total, pas moins de 150 personnes ont découvert ce nouvel équipement sportif où se dérouleront une partie des épreuves des Mini-Jeux. Huit entreprises ont participé à la réalisation de ce projet d'un montant total de 535 millions de FCFP. Les travaux ont duré deux ans, pénalisés par des conditions climatiques parfois difficiles et des retards de livraison dans l'approvisionnement des matériaux de construction.

Visite du ministre des Outre-mer, Monsieur Victorin Lurel

Après une première visite à Wallis-et-Futuna en décembre dernier suite au passage du cyclone Evan, le ministre des Outre-mer, Victorin Lurel, était à nouveau présent sur le Territoire afin de constater l'avancement des travaux de réparations ou de reconstructions d'habitations, de bâtiments d'utilité publique, d'écoles ou de commerces endommagés. Il a visité le village de Mata'Utu, sensiblement touché par le cyclone. Au cours de son séjour, il a rencontré les élus, l'administration ainsi que des représentants du monde économique et a échangé sur de nombreux sujets dont la lutte contre la vie chère, les difficultés d'accès au crédit, la problématique du développement sur le Territoire. Le Ministre a officiellement ouvert, le 2 septembre, les IX^e Mini-Jeux du Pacifique.

Première distribution de l'aide alimentaire par la Croix-Rouge française

Les ménages lésés suite aux dégâts engendrés par le cyclone Evan ont bénéficié, à compter du 22 août, d'une première distribution de denrées alimentaires (riz et farine) par la Croix-Rouge française sur demande de la l'Administration supérieure de Wallis-et-Futuna, dans le cadre d'une convention signée entre les deux parties. Cette distribution s'est poursuivie jusqu'au 27 août à Mata'Utu. L'association s'est rendue au domicile des personnes ne pouvant pas se déplacer. Une nouvelle distribution aux 586 familles bénéficiaires est prévue après les Mini-Jeux du Pacifique. La Croix-Rouge française compte actuellement une salariée et 25 volontaires et souhaite s'implanter durablement à Wallis ; un nouveau bureau a été élu le 30 juillet dernier.

Publications

L'IEOM vient de publier les tendances conjoncturelles 2013 ainsi que les évolutions bancaires et monétaires au 30 juin 2013. Ceux-ci sont téléchargeables sur notre site internet :

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/ne106_tendances_tendances_conjoncturelles_2t2013_wallis.pdf

http://www.ieom.fr/IMG/pdf/infos_financieres_evolution_monetaires_2t2013_wallis-et-futuna.pdf

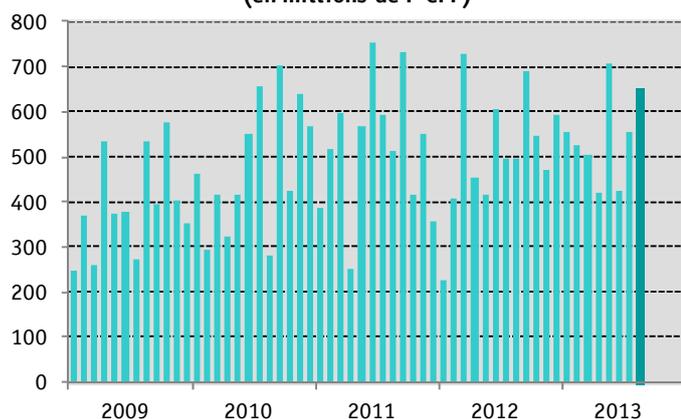
4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		2T 13	115,33	-	2,2%
SMIG mensuel en XPF		sept-13	89 149	-	3,5%
Nombre d'emplois salariés		mars-13	2 094	-	4,1%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	août-13	653	17,2%	31,7%
	cumulées	août-13	4 347	-	13,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	août-13	96	-2,1%	-11,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	août-13	828	-	11,3%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	août-13	289	-	-3,5%

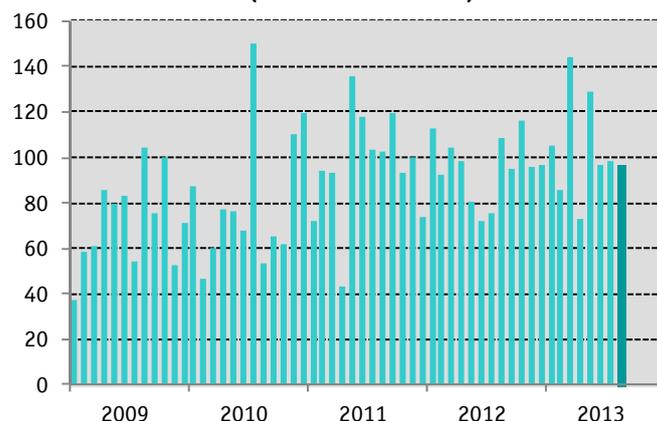
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	mensuelle	juin-13	1 641	4,7%	9,3%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	juin-13	565	-8,2%	-6,1%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	juin-13	140	-8,9%	-7,4%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	août-13	nc	-	-
	cumulé	août-13	nc	-	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	août-13	nc	-	-
	cumulé	août-13	nc	-	-
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	août-13	7	133,3%	250,0%
	cumulées	août-13	37	-	60,9%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	août-13	30	87,5%	328,6%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPP, Aviation civile
nc : non communiqué

Importations
(en millions de F CFP)



Droits de douanes et taxes à l'entrée
(en millions de F CFP)



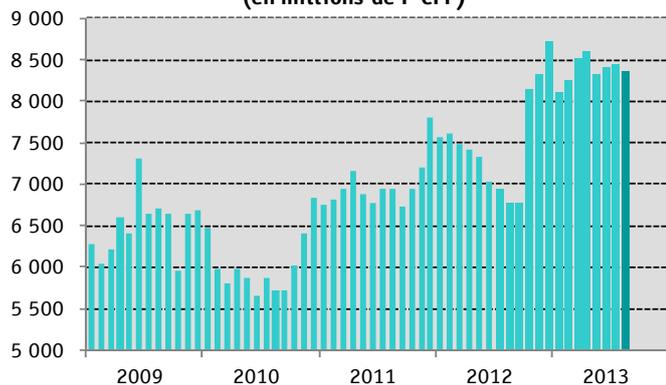
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

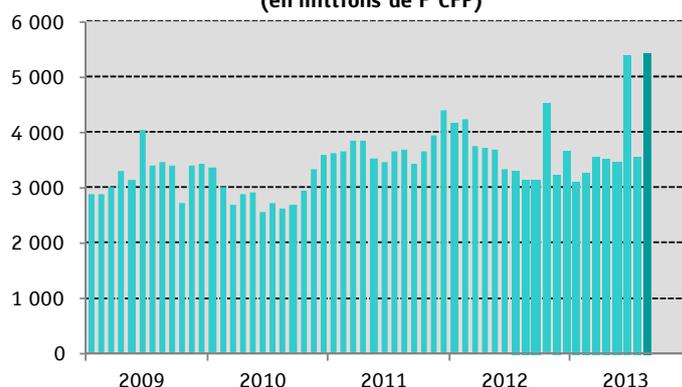
Légère contraction de la masse monétaire et net progression des dépôts à vue en rythme mensuel

en millions de F CFP	août-12	juil-13	août-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 158	2 120	2 136	0,8%	-1,0%
Dépôts à vue	3 129	3 551	5 446	53,4%	74,0%
Total M1	5 288	5 671	7 582	33,7%	43,4%
M2-M1	492	465	462	-0,7%	-6,3%
Total M3	6 764	8 448	8 355	-1,1%	23,5%

Masse monétaire
(en millions de F CFP)



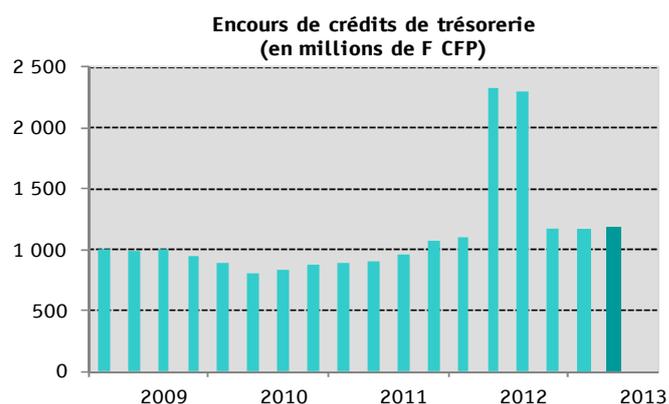
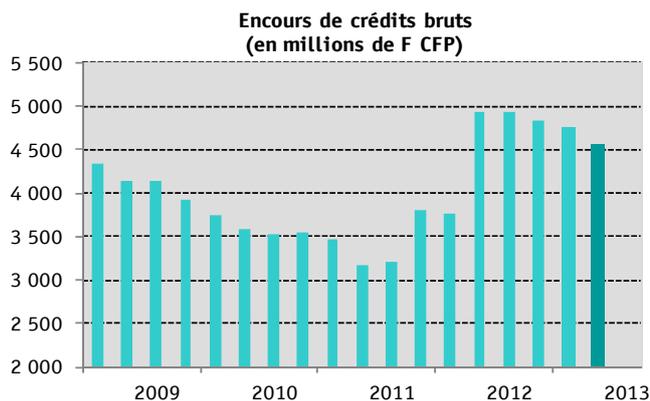
Dépôts à vue
(en millions de F CFP)



Concours de caractère bancaire

Recul de l'encours des crédits

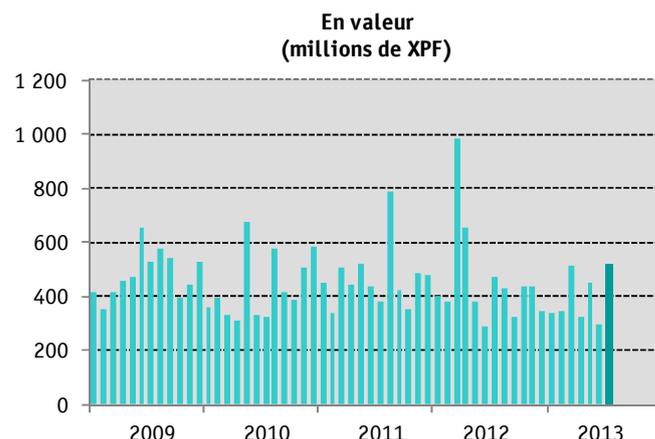
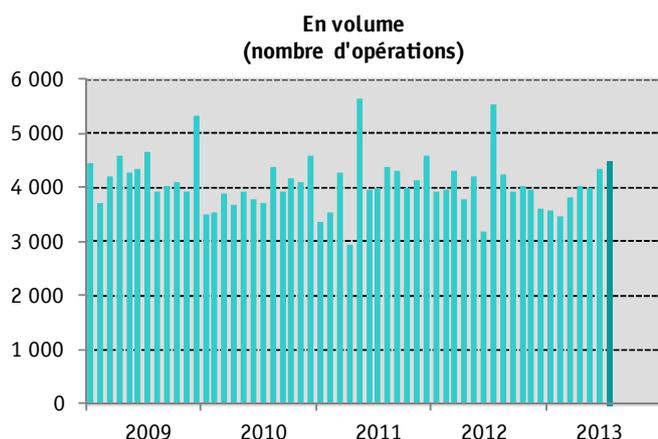
en millions de F CFP	juin-11	juin-12	juin-13	▲/an
Crédits de trésorerie	896	2 324	1 188	-48,9%
Crédits à l'équipement	1 136	1 429	2 168	51,7%
Crédits à l'habitat	353	401	447	11,5%
Autres crédits	207	263	283	7,7%
Total encours sain	2 592	4 418	4 086	-7,5%
Créances douteuses brutes	586	508	473	-7,0%
Total encours brut	3 178	4 926	4 559	-7,4%



Compensation

Forte augmentation des opérations de compensation en valeur

	juil-12	juin-13	juil-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	5 536	4 328	4 464	27 664	3,1%	-19,4%
Compensation (en millions de CFP)	476	297	522	2 802	76,0%	9,6%



Incidents bancaires

Hausse des incidents bancaires

en nombre	août-12	juil-13	août-13	cumul 2013	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	69	91	99	552	8,8%	43,5%
Retraits de cartes bancaires	0	2	0	16	-100,0%	-

Interdits bancaires

Augmentation du nombre de personnes morales en situation d'interdits bancaires

en nombre	août-12	juil-13	août-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	422	358	360	0,6%	-14,7%
- dont personnes physiques	411	347	347	0,0%	-15,6%
- dont personnes morales	11	11	13	18,2%	18,2%

Cotation

Accroissement du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	août-12	juil-13	août-13	▲/mois	▲/an
Cotes valides	38	42	42	0,0%	10,5%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	11	16	19	18,8%	72,7%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2012	2013	▲/an
Indicateurs économiques				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	2T	112,85	115,33	2,2%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	août	11	13	18,2%
importations de biens d'équipement (M XPF)	août	466	620	33,2%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	août	20	80	293,6%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	août	5	15	200,0%
Ménages				
emploi salarié (nb)	mars	2 012	2 094	4,1%
dont secteur privé	mars	788	853	8,2%
dont secteur public	mars	1 224	1 241	1,4%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	septembre	510	528	3,5%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	août	411	347	-15,6%
décision retrait cartes bancaires (nb)	août	0	0	-
incidents paiements sur chèques (nb)	août	69	99	43,5%
importations de produits alimentaires (M XPF)	août	1 010	1 232	22,0%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	août	568	612	7,9%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	août	213	225	5,9%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	août	2	15	650,0%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	août	3 827	4 347	13,6%
exportations	août	-	-	-
recettes douanières	août	1 055	1 126	6,7%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	août	744	828	11,3%
dont taxes intérieures de consommation	août	299	289	-3,5%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	août	3 129	5 446	74,0%
M1	août	5 288	7 582	43,4%
M2	août	5 780	8 044	39,2%
Dépôts à terme	août	985	312	-68,3%
M3	août	6 764	8 355	23,5%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	juin	1 453	1 537	5,7%
<i>dont crédits à la consommation</i>	juin	1 186	1 212	2,2%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	juin	268	325	21,2%
Entreprises	juin	2 638	2 255	-14,5%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	juin	1 290	17	-98,7%
<i>dont crédits d'investissement</i>	juin	1 156	1 944	68,2%
Collectivités locales	juin	274	224	-18,1%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	52	70	34,5%
créances douteuses brutes	juin	508	473	-7,0%
taux de créances douteuses	juin	10,3%	10,4%	0,1 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	juin	3 071	3 066	-0,1%
<i>dont assurances-vie</i>	juin	976	964	-1,2%
Sociétés	juin	1 665	1 535	-7,8%
Autres agents	juin	3 719	3 837	3,2%

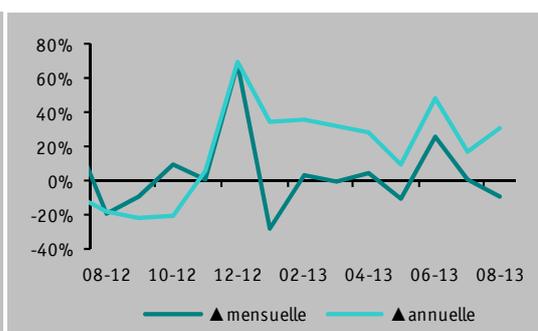
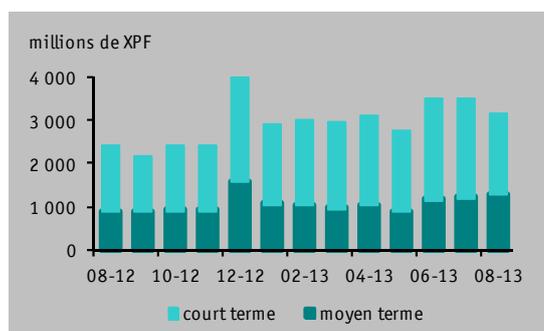
Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration Supérieur, Contributions diverses

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Recul sur le mois pour le refinancement à court terme

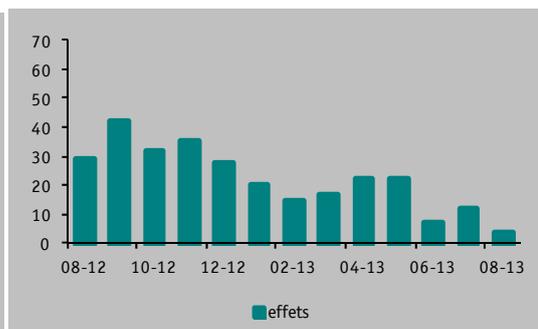
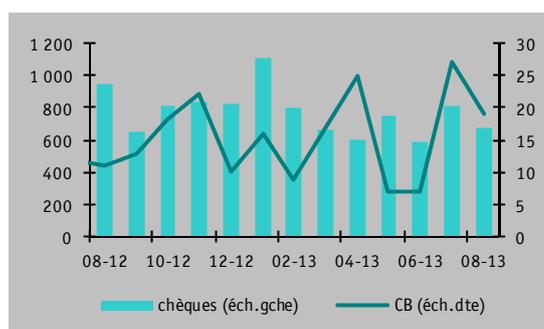
en millions de F CFP	août-12	juil-13	août-13	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 546	2 287	1 869	-18,3%	20,9%
Utilisations à moyen terme	860	1 189	1 263	6,2%	46,8%
Refinancement total	2 406	3 477	3 132	-9,9%	30,2%



Incidents de paiement

Baisse des incidents de paiements sur le mois

en nombre	août-12	juil-13	août-13	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement :	985	845	696	-17,6%	-29,3%
- sur chèques	945	806	673	-16,5%	-28,8%
- sur effets	29	12	4	-66,7%	-86,2%
- retraits de cartes bancaires	11	27	19	-29,6%	72,7%



Interdits bancaires

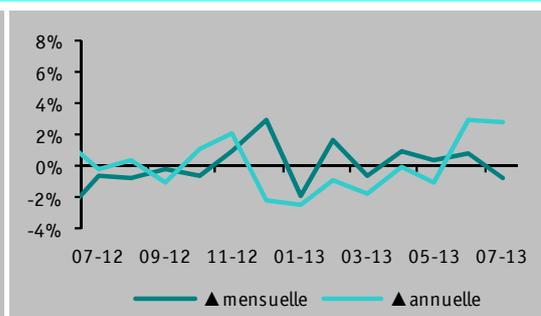
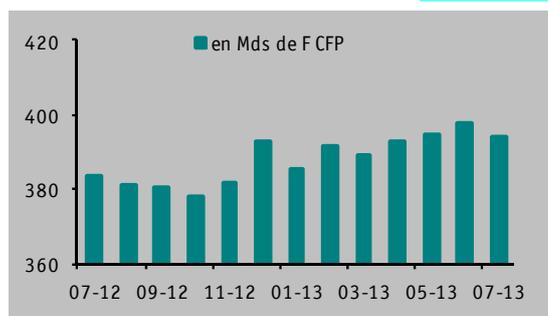
Léger repli des interdictions bancaires

en nombre	août-12	juil-13	août-13	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 605	3 359	3 346	-0,4%	-7,2%
- dont personnes physiques	3 128	2 889	2 878	-0,4%	-8,0%
- dont personnes morales	477	470	468	-0,4%	-1,9%

Masse monétaire

Repli de M3 en juillet

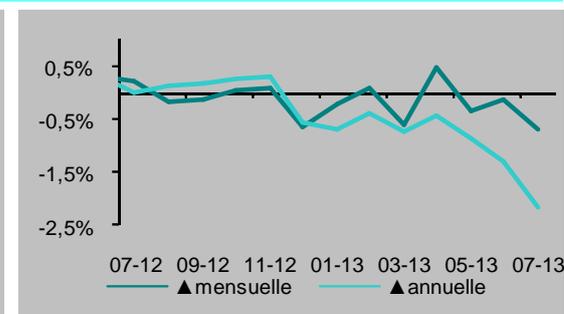
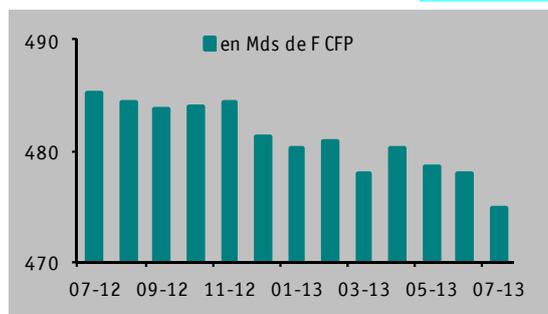
en millions de F CFP	juil-12	juin-13	juil-13	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	15 539	14 913	14 811	-0,7%	-4,7%
Dépôts à vue	143 009	154 624	154 521	-0,1%	8,0%
Comptes sur livrets	99 953	98 341	98 830	0,5%	-1,1%
Comptes d'épargne logement	347	423	428	1,2%	23,5%
Dépôts à terme	122 799	127 194	123 824	-2,6%	0,8%
Autres	2 115	1 988	1 893	-4,7%	-10,5%
Total M3	383 761	397 482	394 308	-0,8%	2,7%



Concours des banques locales à l'économie

Contraction des crédits d'équipement en juillet

en millions de F CFP	juil-12	juin-13	juil-13	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	129 106	122 700	122 696	0,0%	-5,0%
Crédits d'équipement	67 346	66 124	64 758	-2,1%	-3,8%
Crédits à l'habitat	162 313	163 704	163 830	0,1%	0,9%
Autres crédits	67 526	65 697	62 047	-5,6%	-8,1%
Créances dout. brutes	58 845	59 698	61 375	2,8%	4,3%
Total CCB	485 137	477 924	474 705	-0,7%	-2,2%



3 – Brèves économiques locales

Finances publiques

Signature de la convention de rénovation de la Chambre de Commerce, de l'Industrie, des Services et des Métiers (CCISM)

Le mercredi 21 août 2013, la CCISM et l'AFD ont signé une convention de crédit accordant un prêt bonifié d'un montant de 80 millions de F CFP. Couplé à des subventions de l'État, ce prêt est destiné au financement du chantier de réhabilitation, de réaménagement et de modernisation de l'immeuble de la CCISM. La rénovation des structures permettra ainsi un meilleur accueil des chefs d'entreprise au sein de l'établissement.

Micro-crédit

9^e semaine dédiée au micro-crédit

Le jeudi 29 août, s'est tenue à Tahiti la journée d'échanges autour du micro-crédit organisée par l'Association du Droit à l'Initiative Economique (ADIE). Cet événement a été l'occasion pour les porteurs de projets de présenter leur activité, et pour l'association d'exposer l'accompagnement réalisé auprès des micro-entreprises, depuis sa création en 2009. En Polynésie française, les projets ont été en moyenne financés à hauteur de 300 000 F CFP, pour une durée d'environ 20 mois.

Les crédits plus importants, d'un montant pouvant atteindre 3 millions de F CFP, sont accordés aux micro-entrepreneurs exclus du système bancaire, en collaboration avec la Société de financement de Polynésie française (Sofidep). En 2013, à la fin du mois de mai, l'ADIE faisait état du financement de 207 entreprises.

BTP

Adoption de la loi du Pays sur les concessions d'aménagement

Le 27 août 2013, l'Assemblée de la Polynésie française a adopté la loi du Pays portant création d'outils juridiques pour permettre la réalisation de projets d'aménagement structurants de développement. Elle est destinée à relancer le secteur du BTP au travers de la création d'un cadre réglementaire favorisant la réalisation d'opérations d'aménagement financées par des capitaux privés sur le domaine public. Ainsi, la loi met en place de nouveaux dispositifs de commande publique considérés comme des alternatives à l'emprunt public.

Santé

Inauguration d'une unité d'hémodialyse à Raiatea

Le ministre de la Santé, Béatrice Chansin, a inauguré le 30 août, une unité d'hémodialyse à Raiatea. Ce centre prend en charge les patients des Îles-Sous-le-Vent atteints de pathologies lourdes invalidantes. L'ouverture de la structure intervient dans le cadre de la finalisation du contrat de projets entre l'État et le Pays, engagé depuis 2002, faisant état du partenariat entre les services publics de santé et l'Association Polynésienne pour l'Utilisation du Rein à domicile (Apurad).

Le centre aura coûté au total 360 millions de F CFP, dont 60 millions de F CFP alloués à l'acquisition du matériel médical.

Commerce

Lancement de la Start-up polynésienne Yuxuh Technologie

La première plateforme de social-commerce Yusu a été inaugurée, le 3 septembre 2013, à la CCISM de Papeete. Il s'agit d'un moteur de recherche permettant de localiser les produits et services recherchés aussi bien par les consommateurs que par les entreprises. Pour les consommateurs, il s'agira de trouver les produits souhaités à proximité de leur lieu de résidence et au meilleur prix.

Sport

Coupe du monde 2013 FIFA de Beach Soccer à Tahiti

Du 18 au 28 septembre 2013, la Coupe du Monde FIFA de Beach Soccer se tiendra au stade Tahua To'ata de Papeete. Plus de 650 millions de F CFP auraient été injectés dans l'économie pour cet événement à travers 220 entreprises locales. Le budget de fonctionnement s'établit à 539 millions de F CFP, dont 80 % de fonds extérieurs à la Polynésie française et 15 % alloués à la masse salariale. Environ 700 personnes sont attendues sur ces 10 jours de compétition internationale.

Tourisme

Rapport d'observation de la Chambre Territoriale des Comptes sur le GIE Tahiti Tourisme (2005-2012)

Le 3 septembre 2013, la CTC a rendu public son rapport d'observation relatif à la gestion de la politique du tourisme de la Polynésie française sur la période 2005-2012. Le rapport fait état des difficultés rencontrées par le secteur : la fréquentation touristique a chuté de 32 %, s'établissant à 168 978 touristes en 2012, du fait de l'absence de réelles stratégies identifiées à long terme. Les recettes touristiques, pour leur part, sont passées de 41,5 milliards de F CFP en 2005 à 34 milliards en 2011. Enfin, l'emploi dans le secteur a reculé de 5,5 %, pâtissant des nombreuses fermetures d'hôtels sur la période.

La CTC émet dans son rapport une série de recommandations concernant le pilotage de la politique touristique.

Transport aérien

Renforcement de la route Auckland-Papeete à partir de décembre 2013

Les compagnies Air Tahiti Nui et Air New Zealand ont conjointement ajouté un vol supplémentaire par semaine sur le tronçon Auckland-Papeete. Une troisième rotation hebdomadaire sera donc proposée chaque semaine, à partir du 9 décembre 2013 pour ATN et entre le 21 décembre 2013 et le 11 janvier 2014, pour ANZ.

Ce changement s'accompagne d'une offre promotionnelle proposée par ATN, destinée aux voyageurs néo-zélandais empruntant la compagnie polynésienne pour se rendre à Los Angeles. Ils pourront bénéficier d'un billet gratuit sur la ligne intérieure Wellington ou Christchurch-Auckland, effectuée par la compagnie low cost Jetstar Airways.

4 – Brèves économiques régionales

Australie : élections législatives

Victoire des conservateurs

Après six années au pouvoir, les travaillistes se sont inclinés face à la coalition conservatrice emmenée par le parti libéral lors des élections du 7 septembre. Le nouveau gouvernement sera dirigé par le leader du parti libéral Tony Abbott.

Parmi ses promesses de campagne, ce dernier affiche son intention de supprimer la taxe carbone, instaurée en juillet 2012, et de procéder à des réductions de dépenses publiques pour rééquilibrer le budget.

Australie : croissance économique

Progression de 0,6 % du PIB au deuxième trimestre 2013

Après +0,5 % au premier trimestre 2013, le PIB australien augmente de 0,6 % au deuxième, avec une demande intérieure modérée (+0,3 %).

L'investissement privé en reste le principal contributeur. Les secteurs les plus dynamiques sont la finance-assurance et le BTP qui progressent de respectivement 2,1 et 1,9 %.

Sur un an, la croissance du PIB est de 2,6 % (+2,5 % au premier trimestre 2013).

Pacifique Sud : aide internationale

Aide de l'Union Européenne pour les conséquences du réchauffement climatique

L'Union européenne lance un programme pour aider les états du Pacifique Sud à s'adapter aux conséquences du réchauffement climatique. Ce dernier, doté de 2,4 milliards de F CFP, doit intervenir dans la protection contre la montée des eaux.

Nouvelle-Zélande : industrie

Baisse dans l'industrie au deuxième trimestre 2013

Sur le trimestre, l'industrie accuse une baisse de production de 3,4 %, entraînée par les produits carnés et laitiers (-10 %). Cette évolution se reflète également dans le commerce extérieur où les exportations de produits laitiers (-18 %) et de viande (-7,1 %) diminuent fortement.

Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	/mois	/an	
Indicateurs macroéconomiques							
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	juil-13	107,5	108,2	108,8	0,6%	1,2%	
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	juin-13	115,7	114,1	114,1	0,0%	-1,4%	
Commerce extérieur	<i>Exportations (en M F CFP)</i>	juil-13	1 283	1 046	1 030	-1,5%	-19,7%
	<i>Importations (en M F CFP)</i>	juil-13	12 449	11 761	15 274	29,9%	22,7%
<i>(source : ISPF)</i>							
Entreprises							
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	juil-13	2 794	1 456	2 003	37,6%	-28,3%	
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	juil-13	90	101	84	-17,0%	-6,3%	
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	juin-13	101	91	92	1,1%	-8,9%	
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	juil-13	467	469	470	0,2%	0,6%	
<i>(sources : ISPF, IEO M)</i>							
Ménages							
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	juil-13	2 185	1 750	2 339	33,6%	7,0%	
Importations de produits alimentaires (M CFP)	juil-13	3 311	2 537	3 810	50,2%	15,1%	
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	juin-13	221	189	220	16,4%	-0,5%	
Personnes physiques en interdiction bancaire	juil-13	3 147	2 928	2 889	-1,3%	-8,2%	
<i>(sources : ISPF, IEO M)</i>							
Secteurs							
Agriculture							
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	juil-13	615	571	632	10,7%	2,7%	
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	juil-13	196	130	103	-20,6%	-47,6%	
BTP							
Importations de ciment (en M F CFP)	juil-13	130	23	82	252,8%	-36,8%	
Importations de bois transformé (en M F CFP)	juil-13	159	126	141	12,5%	-11,0%	
Industrie							
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	juil-13	16	1	24	ns	52,4%	
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	juil-13	57	35	28	-18,7%	-50,3%	
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	juil-13	55	69	30	-56,3%	-45,3%	
Tourisme							
Nombre de touristes	juin-13	14 940	13 534	15 120	11,7%	1,2%	
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	août-13	72,7%	71,9%	72,8%	0,8 pts	0 pt	
<i>(sources : ISPF, CPH)</i>							
Indicateurs financiers (Encours banques locales en M F CFP)							
Dépôts							
Ménages	<i>Dépôts à vue</i>	juil-13	57 710	58 314	57 595	-1,2%	-0,2%
	<i>Comptes sur livret</i>	juil-13	93 977	92 529	92 925	0,4%	-1,1%
	<i>Dépôts à terme</i>	juil-13	63 274	69 502	69 290	-0,3%	9,5%
Entreprises	<i>Dépôts à vue</i>	juil-13	71 378	83 437	81 518	-2,3%	14,2%
	<i>Dépôts à terme</i>	juil-13	42 428	46 291	44 928	-2,9%	5,9%
Encours bancaires							
Ménages	<i>Crédits de trésorerie</i>	juil-13	77 579	76 518	76 813	0,4%	-1,0%
	<i>Crédits à l'habitat</i>	juil-13	141 515	143 806	144 062	0,2%	1,8%
Entreprises	<i>Crédits de trésorerie</i>	juil-13	49 583	40 318	40 015	-0,8%	-19,3%
	<i>Crédits d'équipement</i>	juil-13	57 675	56 668	55 742	-1,6%	-3,4%
<i>(source : IEO M)</i>							

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,00%	08/05/2013
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,50%	08/05/2013
taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	02/08/2013

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	08/07/2013	0,15%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	28/05/2013	0,50%	3,25%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/04/2013	2,15%	4,45% à 4,90% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2013)
taux de la facilité de prêt marginal	28/05/2013	1,00%	
taux de l'escompte de chèques	28/05/2013	1,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	30/08/2013	31/07/2013	Var. M-1
EONIA	0,1070%	0,1430%	- 0,036 pt
EURIBOR 1 mois	0,1290%	0,1310%	- 0,002 pt
EURIBOR 3 mois	0,2240%	0,2280%	- 0,004 pt
EURIBOR 6 mois	0,3430%	0,3410%	+ 0,002 pt
EURIBOR 12 mois	0,5450%	0,5360%	+ 0,009 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	30/08/2013	31/07/2013	Var. M-1
TEMPE	0,0832%	0,0931%	- 0,010 pt
EURIBOR 1 mois	0,1280%	0,1250%	+ 0,003 pt
EURIBOR 3 mois	0,2260%	0,2210%	+ 0,005 pt
EURIBOR 6 mois	0,3420%	0,3350%	+ 0,007 pt
EURIBOR 12 mois	0,5430%	0,5250%	+ 0,018 pt
TMO	2,6300%	2,5100%	+ 0,120 pt
TME	2,4300%	2,3100%	+ 0,120 pt
TRBOSP	2,7500%	2,5300%	+ 0,220 pt

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP			
	date	30/08/2013	31/07/2013	30/06/2013	30/08/2013	31/07/2013	30/06/2013	30/08/2013	31/07/2013	30/06/2013
taux JJ		0,150%	0,180%	0,175%	0,081%	0,081%	0,093%	0,460%	0,505%	0,495%
3 mois		0,300%	0,310%	0,320%	0,154%	0,157%	0,156%	0,530%	0,550%	0,560%
10 ans emprunts phares		2,780%	2,690%	2,540%	0,730%	0,800%	0,850%	2,780%	2,380%	2,450%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,99%
Prêts à taux fixe	5,23%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,63%
Prêts à taux variable	4,68%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,01%
Prêts-relais	5,44%	Découverts en compte (1)	13,36%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,40%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 357 995 XPF	20,09%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	15,77%	Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 715 990 XPF	11,05%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

	Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR							
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	90,1638	1 NZD/XPF	70,0263	1 HKD/XPF	11,6277	1 GBP/XPF	139,7409
100 JPY/XPF	1 AUD/XPF	80,5207	1 SGD/XPF	70,7486	100 VUV/XPF	90,2715	1 FJD/XPF	47,3107

taux de base bancaire	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales		
taux d'intérêt légal	taux	JORF
année 2013	0,04%	01/03/2013
année 2012	0,71%	08/02/2012

Définitions
 EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)